Changements politiques et exclusion lors de la décolonisation : le cas du Makhzen en Tunisie (1954-1959)

Khalifa Chater

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/751>

DOI : 10.4000/cdlm.751

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2004

Pagination : 63-75

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Khalifa Chater, « Changements politiques et exclusion lors de la décolonisation : le cas du Makhzen en Tunisie (1954-1959) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 69 | 2004, mis en ligne le 10 mai 2006, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/751> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.751>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Changements politiques et exclusion lors de la décolonisation : le cas du Makhzen en Tunisie (1954-1959)

Khalifa Chater

- 1 Notre communication a pour objet l'identification d'un processus spécifique d'exclusion, lors des changements politiques qui affectent évidemment l'Establishment et les élus du pouvoir. La colonisation de la Tunisie en 1881 et le transfert effectif de la souveraineté qui s'en suivit ont établi et institué une dichotomie ethnique et culturelle, consacrant l'exclusion d'une communauté par une autre. Mais le processus colonial a recherché, lors du transfert de la souveraineté à une administration française-relais du pouvoir métropolitain, l'alliance du personnel makhzen, désormais mis sous la tutelle de la Résidence.
- 2 Le jeu politique consistait à maintenir l'Etat makhzen, asservi et par conséquent à ménager son personnel, comme auxiliaire. De ce fait, les élites traditionnelles se trouvaient, d'une certaine façon, associées à la colonisation, judicieusement dissociées des mouvements de contestation et/ou de la résistance. Cette marginalisation par rapport au mouvement populaire pouvait signifier leur mise hors de la communauté nationale, lors du recouvrement de la souveraineté.
- 3 Ainsi furent-ils perçus par le nouvel Etat, et invités à rendre des comptes. Et d'ailleurs, ils ne pouvaient qu'être "les perdants" de la nouvelle situation qui implique l'émergence de nouveaux dirigeants, de nouvelles élites politiques, sans oublier les effets du processus de décolonisation, de l'édification du nouveau pouvoir sur les mutations socio-économiques. Dans ce cas, nous avons affaire à une perte différentielle du rang social, de la perte des privilèges makhzénien, à la sortie de l'arène politique et même de la scène publique. Dans certains cas, certes minimes, la mesure peut provoquer des actes d'ostracisme, d'exclusion et de marginalisation politiques.

- 4 Ce processus doit, d'autre part, s'inscrire dans cette mutation institutionnelle du makhzen traditionnel à une administration moderne. Nous avons vu, qu'en dépit de son changement du mode de gouvernement, le régime du protectorat s'est accommodé de l'administration -makhzen, qu'il a altéré, tout en sauvegardant sa fiction juridique et en s'assurant l'allégeance de ses membres. Dans le système du protectorat, les apparences étaient sauves, en dépit d'une aliénation politique incontestable.
- 5 Accessoires de la vitrine coloniale, sous le protectorat, les élites du makhzen étaient condamnées à re-intégrer leur statut d'hommes du commun, parfois de citoyens de seconde zone (cas de ceux qui seront frappés d'indignité nationale), sinon de pièces de musée. Notre communication a pour objectif d'examiner ce re-équilibre social, qui fut considéré par certains de ses victimes comme une "descente aux enfers".

I - Le Makhzen à l'épreuve de la lutte pour l'indépendance

- 6 Rappelons qu'on définit, dans la littérature politique maghrébine et la grille conceptuelle qu'elle identifie, en tant que makhzen, les élites qui gravitent autour du pouvoir, forme son système de gouvernement, ses instruments de domination de l'ensemble de la société et entretiennent avec lui des relations privilégiées. Telle famille est makhzenie, l'expression consacrée signifie qu'elle fait partie des structures du pouvoir, qui l'ont hissé au sommet de la hiérarchie du pouvoir'.
- 7 Depuis l'établissement du Protectorat, l'Etat-dynastie survit comme entité symbolique, dépossédée de toute souveraineté. Mais le système makhzen perdure, puisque le gouvernement colonial a recours aux familles makhzens, comme auxiliaires du pouvoir colonial. Comment pouvaient-elles s'intégrer dans le nouveau système politique, faire bon ménage avec les nouveaux dirigeants, survivre dans le nouveau régime, en dépit d'un contentieux réel. Examinons cette évolution, au cours de cette étape décisive, des relations mouvement national/makhzen, de la reconstruction de l'alliance aux déboires suscités par la défection de Lamine Bey, lors de l'épreuve.
- 8 Le mouvement national put compter, sur le soutien modéré mais évident du bey, lors de la rupture avec le pouvoir colonial et le déclenchement de la résistance nationale qui s'en suivit. Lamine Bey refusa de se désolidariser du gouvernement de négociation de Mohamed Chenik, dont les membres furent arrêtés sur ordre du Résident général, dans la nuit du 25 au 26 mars 1952. Il refusa de coopérer avec le ministère de Salaheddine Baccouche, choisi par la Résidence.
- 9 Fait plus significatif, pressé de ratifier les réformes imposées, Lamine Bey prit le 1^{er} août, l'initiative de convoquer un conseil de quarante personnalités représentatives de la population tunisienne et leur soumit les projets de réformes. L'identification de ces personnalités montrait que le bey se ralliait à une nouvelle vision de l'entité nationale, dépassant la caste du makhzen incarné par l'équipe de Salaheddine Baccouche. Le Bey prit acte du rejet des projets. Mais il ne tarda pas à céder à l'ultimatum du Résident général et signa les décrets relatifs aux réformes municipales et caïdales (20 décembre 1952).
- 10 Le mouvement national dénonça cette défaillance et rompit les ponts avec Lamine Bey, réduit à jouer le rôle d'auxiliaire de la colonisation, pendant la montée des périls et le développement de la résistance. Les ressentiments nés de cette rupture ne pouvaient que ressusciter le conflit organique avec le système makhzen et rappeler le statut de souverain illégitime de Lamine Bey, du fait de sa succession à Moncef Bey, destitué par le Protectorat pour ses attitudes nationalistes. Et pourtant, les instances du Néo-

Destour prirent la décision d'occulter cette défection, d'opter pour un compromis diplomatique, pour impliquer l'autorité officielle, dans les négociations. Il s'agissait avant tout de s'accommoder de cette formalité, pour ne pas susciter au partenaire français des complications statutaires.

II - Le Makhzen dans le régime de transition (juillet 1954 - avril 1956)

- 11 La déclaration du Président du Conseil Mendes-France, le 31 juillet 1954, reconnaissant l'autonomie interne, annonce une remise en cause des équilibres fondateurs de l'Etat-dynastie¹ et une révision des assises gouvernementales. L'autonomie interne consacre la lutte engagée par le peuple tunisien, sous la direction du Néo-Destour et lui donne l'occasion de prendre effectivement la direction du pouvoir, en redimensionnant la dynastie beylicale, qui s'est trouvée marginalisée par sa défection. D'ailleurs, le Président de Conseil Mendes-France s'est assuré la caution du Néo-Destour, avant d'engager son action².
- 12 *“Imposant au parti un opportunisme d'attente”* - l'expression est Charles-André Julien³, Bourguiba s'accommoda des conditions fixées par le gouvernement français et accepta la formation d'un gouvernement de négociation, qui comprenait une large participation non-destourienne. Dirigé par Tahar Ben Ammar, le ministère du compromis formé le 7 août, après de laborieuses négociations assurait la coopération entre le Néo-Destour (4 membres), des notables du makhzen Aziz Jallouli, Naceur Ben Saïd etc.) et des directeurs français.
- 13 Le retour triomphal du leader Habib Bourguiba, le 1^{er} juin 1955, à la veille de la signature des Conventions franco-tunisiennes affirmait l'émergence de la souveraineté populaire. Les gestes de compromis de la conjoncture (présence des fils du bey lors de l'accueil, visite d'Habib Bourguiba au bey, ne doivent pas induire en erreur. Ils s'inscrivent dans une lecture “diplomatique” du concept de l'union nationale : *“Cette union, affirma Bourguiba, doit être nationale et ne pas se limiter exclusivement aux destouriens”*.
- 14 L'abrogation, dès le 8 septembre 1955, des décrets nommant comme conseillers quatre anciens ministres, qui se sont distingués par leur opposition au mouvement national (les anciens Premiers ministres Mustapha Kaak et Slaheddine Baccouche ainsi que les ministres Abdelkader Belkhodja et Hédi Raïs) peuvent être considérés comme des mesures d'exceptions, ainsi que la mise en disponibilité, le 10 novembre 1955, par le ministre de l'Intérieur Mongi Slim, des caïds des Souassi, de Tozeur, de Neffat, de l'Aradh et des Kahias de Nabeul et de Thala et la révocation du kahia de Ksour Essaf. Ces mesures ponctuelles semblent frapper des personnalités compromises du makhzen. mais la restructuration des instruments du pouvoir ne semblait pas constituer la priorité de l'heure.
- 15 Tout juste pouvait-on parler d'un re-équilibre politique qui impliquait, de fait, l'adaptation de l'autorité caïdale au nouveau contexte. Selon sa définition générique, le makhzen servait les détenteurs du pouvoir, sans état d'âme ou presque. *“Rabbi younsor Sidna”*, tel est le slogan qu'on prête au makhzen. Le remaniement ministériel du 17 septembre 1955 écartait le haut-makhzen des charges gouvernementales.
- 16 Par contre, l'administration régionale fut maintenue, en tant que telle. Ses membres s'illustrèrent par son appui inconditionnel au nouveau pouvoir. D'ailleurs, les autorités tunisiennes ont redéfini les prérogatives de l'administration régionale puisque les caïds, les kahias et les khalifas, deviennent *“des délégués, en tant que chefs de leurs*

circonscriptions, des pouvoirs du Premier ministre et du Ministre de l'Intérieur” (décret du 21 septembre, - 4 jours après la formation du gouvernement destourien -) et qu'ils récupèrent les compétences des contrôleurs civils français (décret du 6 octobre 1955). Ce qui permit une survie du makhzen ou du moins du bas-makhzen, formé par les caïds, les kahias et les khalifas.

- 17 Mais la convocation par le Bey, après de longues tractations, de l'Assemblée Constituante, le 29 décembre 1955, redonne l'initiative au peuple, traduisant l'état de fait et les nouveaux rapports de forces sur la scène politique tunisienne. La proclamation de l'indépendance tunisienne et la nomination de Habib Bourguiba, comme Premier ministre, Président de Conseil, après l'élection de la Constituante, le 14 avril 1956, annonce l'avènement du nouveau régime, sinon d'un nouvel Etat.
- 18 Les mutations engagées se réaliseront par un processus progressif, une suite de compromis conjoncturels. Elles étaient, dans l'ordre des choses et dans l'air du temps⁴. Alliant le choix stratégique d'un grand dessein de réforme globale et les options tactiques d'une “*politique des étapes*”, Bourguiba évitait de brusquer. Mais le problème du Makhzen se trouve posé, par cette nécessaire restructuration des pouvoirs et la prise en compte de l'émergence des nouvelles élites. Pouvait-il ne pas tenir compte des assises populaires du nouveau régime et maintenir des privilèges obsolètes, alors qu'il a l'ambition d'assurer la promotion de l'ensemble de la société et d'assurer à ses différentes composantes l'égalité des chances?
- 19 Il devait ainsi reconsidérer les trois pôles de l'ancien régime : la dynastie beylicale, le makhzen et la hiérarchie du charaa, ses alliés privilégiés, sinon inconditionnels. Et d'ailleurs, l'élection de la Constituante impliquait une modification profonde et essentielle de la nature de l'Etat, d'origine ottomane, puisque les sources de légitimité ont radicalement changé et que le peuple -représentée par l'Assemblée Constituante- est désormais le dépositaire de la souveraineté nationale.

III - La fin du Makhzen (14 avril 1956 - 25 juillet 1957) : Le pouvoir beylical est désormais formel

- 20 Il est réduit à la ratification des décrets préparés par le gouvernement, au cours de la cérémonie du Sceau. Bourguiba se prêtait mal au rituel protocolaire dynastique et à l'étiquette désuète qu'il définissait. A titre d'exemple, la participation du Bey et du leader, en tant que Président du Conseil, aux cérémonies religieuses de la nuit du Destin, à la Mosquée Zeitouna, le 7 mai 1956, était pour les détenteurs de l'autorité dynastique et le représentant de la souveraineté populaire une dure épreuve, ne serait-ce que par le problème préséance qu'elle posait. Bourguiba fera état, dans une de ses causeries, après la chute de la monarchie, des ressentiments provoqués par cette coexistence diplomatique⁵.
- 21 La remise du grand Cordon de l'Indépendance par Habib Bourguiba à Lamine 1^{er}, le 20 décembre 1956, semblait relever plutôt du rituel diplomatique que de la reconnaissance des services rendus à la nation, lors de la lutte. Elle mettait, d'autre part, en valeur le leader, Habib Bourguiba, comme dépositaire de l'ordre national. En tout cas, la coexistence était difficile dans cette conjoncture de transition, où “le pouvoir” husseinite se trouvait dépassé, marginalisé et à plus ou moins longue échéance condamné.

A - La fin des privilèges husseinites (31 mai 1956)

- 22 Dans le cadre de la préparation du budget, le Conseil des ministres du 30 mai 1956, examine la Liste civile, à savoir le budget de la famille beylicale, réorganise son mode de fonctionnement et remet en question les traitements accordés aux princes husseinites. Proposé par le gouvernement, le décret fut soumis, le 31 mai, à Lamine Bey, qui ordonna d'y apposer le sceau beylical¹.
- 23 Désormais, « tous les privilèges, exonérations ou imminutés de quelque nature que ce soit, reconnus actuellement aux membres de la famille beylicale sont abolis »². De ce fait, les dotations des princes sont implicitement supprimées. La deuxième mesure, organise la gestion de la Liste civile et la confie, ainsi que le domaine de la couronne, à un administrateur relevant du ministère des finances. Fait surprenant le titre husseinite du bey “*Nous Lamine Pacha Bey, possesseur du Royaume de Tunis*”, scellant le décret apparaît comme une séquelle désuète.
- 24 Défendant cette mesure avant la cérémonie du Sceau où le décret fut ratifié, le journal *Le Petit Matin* fait valoir qu'il consacre la promotion des princes et princesses, comme des citoyens “majeurs”, « ayant les mêmes droits et les mêmes obligations que l'ensemble des citoyens », alors qu'ils étaient considérés « juridiquement comme incapables »³. Plus incisif, le journal *l'Action*, porte-parole du Néo-Destour l'inscrit dans le cadre de la “démocratisation” du pays, d'une abolition « d'une discrimination, dont les intéressés eux-mêmes reconnaissent l'injustice »⁴. Fin des privilèges dynastiques, le discours de l'organe du Néo-Destour, exprimant la dimension idéologique et non conjoncturelle ou pragmatique de la mesure, annonce la fin du régime dynastique, désormais fragilisé.
- B - La restructuration de l'administration régionale
- 25 Le décret du 21 juin 1956, organise l'administration régionale, désormais assurée par des gouverneurs, des secrétaires généraux de gouvernorats et des délégués. La loi de cadre, adoptée en conséquence, met fin au bas-makzen, chargé de l'administration provinciale et supprime les charges de :
- - 37 caïds en exercices et le Cheikh el-Médina assurant la charge de caïd de la capitale.,
 - - 49 khahias en exercice et 5 kahias, en surnombre,
 - - 77 khalifa en exercices et 18 khalifas en surnombre.
- 26 Le texte de la loi donne aux autorités centrales le droit de les “rayer”, par décret, tout en maintenant leurs droits à la pension. Mais ils peuvent être maintenus, en position de mise en disponibilité, pendant cinq ans, date à l'issue de la quelle ils seront soit réintégrés soit rayés des cadres. Le corps des gouverneurs qui prend le relais des autorités caïdale est choisi parmi les cadres du Néo-Destour. Le caïd Ahmed Zaouche et les khalifas Hédi Mabrouk et Rachid Mzali bénéficièrent d'une conversion de leurs charges, respectivement en tant que caïd⁵ (pour le premier) et secrétaire général de gouvernorat⁶ (pour les deux autres).
- 27 Le mouvement dans le corps caïdal, annoncé le jour même révoque le cheikh el-médina, 29 caïds, 35 kahias et 39 khalifas⁷. Le corps makhzen, formé des familles qui détenaient, de fait, le monopole de l'administration régionale, est démantelée. Certaines d'entre elles remontent leu. D'autres familles ont bénéficié de l'élargissement du makhzen aux officiers de l'armée beylicale, au début du Protectorat ou à la construction du nouveau réseau clientéliste, sous le régime de la colonisation⁸. Justifiant la décision, le Président de Conseil Habib Bourguiba déclara :
- « Nous avons estimé nécessaire d'épurer ces cadres, pour assurer une coopération basée sur le respect réciproque entre l'Etat personnifié dans ses représentants et le

peuple qui doit respecter en eux, non plus les agents de la colonisation, mais les serviteurs de l'intérêt public. Pour la grande majorité de cadres touchés par l'épuration, le coup a été dur. Certains en souffrent terriblement. Mais nous étions dans une nécessité inéluctable »²⁸.

- 28 Etats d'âme, attitude critique devant une mesure imposée par la direction du Néo-Destour, comment interpréter cette lecture du leader de cette décision révolutionnaire ? Des témoignages concordants évoquent les tentatives de Bourguiba pour maintenir certains membres du corps caïdal, qui l'ont d'ailleurs bien servi pendant la crise yousséfiste.
- 29 Peut-être faudrait-il expliquer cette modération du ton, par ce pragmatisme, qui aurait permis de s'accommoder du corps makhzen ? Mais la redéfinition de l'Etat tunisien implique nécessairement le changement des corps dirigeants. Mais la proclamation de la République constituera un tournant dans le traitement de la question makhzen, séquelle d'un temps révolu.

IV - Les mesures post-monarchiques

- 30 Les mesures prises, après la proclamation de la République le 25 juillet 1957, attestent le souci de prendre en ligne de compte le contentieux de la lutte de l'indépendance et de redimensionner les élites traditionnelles, les adversaires d'hier, en mettant en cause leur crédibilité et en les excluant de l'espace public. Autre considération non négligeable, la mise à l'ordre du jour de "l'exploit" historique implique la culpabilisation du corps makhzen, dont les privilèges étaient liés au statu quo.
- 31 La création de la Haute Cour annonce l'engagement du régime destourien dans une "chasse aux sorcières", répondant, vraisemblablement, aux vœux de ses militants, soucieux d'inscrire leur victoire dans le vécu, alors que les mots d'ordre de la lutte pour l'évacuation et les effets du soutien tunisien au FLN et les conflits qu'ils suscitaient avec l'ancienne métropole ne permettaient pas de tourner la page de la décolonisation.

A - La fin du régime husseinite

- 32 La proclamation de la République le 25 juillet 1957, par l'Assemblée constituante - traduction des nouveaux rapports sur la scène tunisienne - rappelait d'ailleurs ce contentieux de la lutte pour l'indépendance. La dynastie husseinite est abolie. Lamine Bey, l'héritier présomptif, les trois fils du bey et son gendre Dr Mohamed Ben Salem furent assignés à résidence dans un palais à la Mannouba²⁹. Dès le lendemain, les biens de la famille régnante (son épouse, ses fils, ses filles, ses petits-enfants, ses gendres (soit 43 personnes) furent confisqués³⁰. La mesure devait s'étendre à d'influents membres du makhzen. La loi du 17 août 1957, portant confiscation des "biens mal acquis", fut prise dans ce contexte³¹.
- 33 En application de cette loi, les biens de 16 notables de l'ancien régime furent confisqués. La liste des notables comprend l'ancien ministre Mohamed Salah Mzali, des anciens ministres, des caïds et des membres du grand Conseil. La mesure fut, d'autre part, appliquée à l'ancien Directeur du Collège Sadiki, et un ancien cadhi. L'examen des biens mal acquis, mis sous séquestres, montre qu'on avait rarement affaire à des fortunes exceptionnelles, à l'exception du caïd de Kairouan et du cadi de Mahdia³². Certaines fortunes ont été, d'ailleurs acquises, lors de l'exercice du pouvoir par "les dynasties" caïdales.

- 34 Le transfert de la souveraineté et les mutations des assises du pouvoir qu'il engagea, se traduit sur la scène tunisienne, par le déclin de l'aristocratie makhzen, liée au pouvoir du Protectorat et l'émergence d'une nouvelle élite, qui prenait le relais.
- 35 Ce processus qui accompagnait la décolonisation alimentait des ressentiments évidents. Il devait être poursuivi, par la traduction de certaines personnalités du makhzen, devant la Haute Cour, en vertu de la loi de "l'indignité nationale".
- B - La loi de "l'indignité nationale" et ses effets judiciaires
- 36 La loi du 19 novembre 1957 identifiait une nouvelle procédure d'exclusion, "l'indignité nationale". Elle devait s'appliquer à tous ceux qui ont fait partie, avant le 31 juillet 1956 : Ministres, fonctionnaires des services de sécurité, d'information et de presse, membres du Grand Conseil ayant participé à l'organisation des manifestations artistiques, économiques, politiques et autres en faveur de la colonisation... ou d'avoir publié des articles, brochures ou livres ou fait des conférences en faveur de la colonisation". La mesure annonçait "un nettoyage" nationaliste intégral, à l'encontre de tous ceux qui ont été employés par l'ancien régime. Comment pouvait-on l'expliquer? Le Président Habib Bourguiba, l'expliqua ainsi :
- « Des gens qui ont trahi la cause de leur pays, circulent la tête haute, comme si de rien n'était; on les trouve dans les réceptions diplomatiques, ou autres. Leur luxe ou leur arrogance sont choquants... Cette situation est une injure à nos morts; elle blesse notre conception de la justice humaine. Dans tout autre pays, ils seraient en prison, mais le Tunisien ne cultive pas le ressentiment. La Haute Cour elle-même n'a condamné à mort que des assassins et non pas les adversaires du régime »²¹.
- 37 Par sa rigueur sa sévérité de la loi - une véritable épée de Damoclès - , la loi "*a ému une partie de l'opinion publique tunisienne*" qui relève qu'elle semble, par "*son caractère général, viser beaucoup trop de gens*" et pouvoir justifier "*des poursuites intentées par des actes - ou des attitudes - remontant très loin dans le passé*"²². Des correctifs furent introduits par le législateur limitant la période du délit à l'affrontement décisif avec la colonisation (18 janvier 1953-31 juillet 1954²³). Habib Bourguiba devait expliquer que la loi ne visait pas les agents subalternes mais "*les responsables : ministres ou hauts dignitaires, ceux qui avaient le pouvoir de décision ou celui d'entraîner les autres. Ceux qui ont joué la carte des adversaires*"²⁴.
- 38 La loi désigne, mais sans les nommer explicitement les ministres des équipes Salah eddine Baccouche (17 avril 1952- 2 mars 1954) et Mohamed Salah Mzali (2 mars 1954-16 juin 1954). A-t-elle retenu "des boucs émissaires", selon l'expression de Mohamed Salah Mzali²⁵? Le nouveau régime estimait, en effet, que ces ministères ont contrecarré le mouvement de la résistance. L'ancien Premier ministre Mzali devait voir le séquestre levé, le 18 avril 1958, après l'ordonnance de non-lieu, relative au procès relatif aux biens mal acquis. Mais il fut arrêté ainsi que les membres de son équipe et celle de Salah eddine Baccouche, le 24 juin 1958²⁶.
- 39 Déférés devant la Haute cour, les membres des Ministères désignés furent condamnés à la prison, à l'indignité nationale et à la confiscation de leurs biens. Mohamed Salah Mzali fut condamné à dix ans de prison ferme, à la confiscation de ses biens et à l'indignité nationale à vie. Mohamed Saadallah, fut condamné à cinq ans de prison ferme, à la confiscation de ses biens et à l'indignité nationale à vie.
- 40 Les autres membres du ministère Mzali furent condamnés à trois ans de prison ferme et d'indignité nationale". Le verdict fut prononcé - simple hasard ! - le 27 février, à la

veille de l'ouverture du Congrès de la victoire du Néo-Destour (2 mars 1959). Les membres des deux équipes ministérielles, rassemblées dans une même chambrette à la prison centrale rejoignaient le fils du bey déchu, l'ancien directeur de Sadiki et quelques professeurs de la Zeitouna. Comme par hasard, la plupart des détenus appartenaient au corps de ce que nous appelons le haut-makhzen. Ils devaient servir d'exemples à ce corps qui faisait valoir "son aristocratie". Le makhzen s'éclipsait de la scène publique, au profit d'une nouvelle équipe dirigeante, - certains parleraient de *Nomenclature* - issue du mouvement national.

Conclusion

- 41 Peut-on expliquer ces décisions par "la conjoncture de 1958, désormais dépassée", réduire ces faits à "leur valeur épisodique" ? Il ne faudrait guère occulter la dimension symbolique de l'acte politique, en relation avec le discours fondateur du nouveau régime. Ne sous-estimons pas, d'autre part, ses effets pratiques, puisqu'il institue pendant cette phase de transition, des mécanismes de conversion des assises du pouvoir, avec les exclusions, les rejets et les ostracismes qu'ils impliquent.
- 42 Le pouvoir tourne la page, mais après avoir bien réussi l'installation de la nouvelle équipe et redéfini le mode d'accession à l'Establishment, faisant valoir comme principe prioritaire l'affirmation d'une égalité de chance. Il faudrait prendre la juste mesure de cette abolition des privilèges. Il y eut certes des mesures de rétorsions. Les jugements furent rendus par un tribunal d'exception, la Haute Cour. Ces jugements d'exceptions pouvaient alimenter des ressentiments. Ayant réalisé cette opération politique, le gouvernement se montra disposé à prendre les mesures de grâce, à libérer des personnalités désormais marginalisées, oubliées¹.
- 43 Fait d'importance, les mesures se limitaient à une génération makhzénienne, puisque leurs descendants bénéficieront d'un traitement d'équité, en tant que citoyens comme les autres.

NOTES

1. - Voir notre étude « Introduction à l'étude de l'Establishment tunisien, : l'Etat-makhzen husseinite et ses mutations », in *Les Cahiers de la Méditerranée*, décembre 1994, pp. 1-18. Voir aussi Elbaki Hermassi, *Leadership and National development in North Africa, a comparative study*, University of California Press, Berkeley, Los Angeles, London, 1972.
2. - Lors d'études antérieures, nous avons opté pour le concept d'Etat-dynastie, pour exprimer une réalité tunisienne, définissant l'Etat (Dawla) par la dynastie au pouvoir. Ce qui occulte la notion de pérennité de l'Etat. Voir notre étude *Dépendance et mutations précoloniales, la Régence de Tunis (1815-1857)*, Tunis, Publications de l'Université, 1984, pp. 53 et suivantes.
3. - Une rencontre avec Mohamed Masmoudi, délégué du parti eut lieu, en juillet 1954, à Genève, où Mendes-France participaient aux négociations sur l'Indochine.
4. - Charles-André Julien, *Et La Tunisie devint indépendante*, Paris, Editions Jeune-Afrique, Paris 1985. Voir p. 1633.

5. - Discours de Habib Bourguiba, Place aux moutons, 1^{er} juin 1955.
6. - Dans son discours de présentation de son programme, en tant que Président de Conseil, devant l'Assemblée Constituante, le 17 avril 1956, Habib Bourguiba déclara : "Le gouvernement est décidé à disposer d'une administration simplifiée, apurée dans l'équité et en dehors de tout esprit de vengeance ou de représailles immédiates ... confiée à des Tunisiens, dont on exige surtout la compétence, le dévouement et dont nous voulons qu'ils soient pénétrés de « l'esprit de l'indépendance »". Ce qui annonce l'écartement du makhzen.
7. - Il s'agit essentiellement de l'incident de la canne que le bey a voulu confier au Premier ministre, avant d'entrer à la mosquée, selon l'usage, suscitant la colère de Habib Bourguiba.
8. - Acceptant l'état de fait, Lamine Bey ratifia, le 29 juin 1956, le budget consacrant les nouvelles dispositions.
9. - Article 3 du décret du 31 mai 1956.
10. - *Le Petit Matin*, 21 mai 1956.
11. - *L'Action*, 4 juin 1956.
12. - Liste des gouverneurs, décret du 21 juin 1956.
13. - Décret du ministre de l'Intérieur du 5 juillet 1956.
14. - Mouvement dans le corps caïdal, décret du 21 juin 1956.
15. - Voir notre étude, « Les élites du pouvoir et de l'argent : le cas de la Tunisie aux XIX^e-XX^e siècles, in *Cahiers de la Méditerranée*, n°46-47, juin-décembre 1993, pp. 155-172.
16. - Habib Bourguiba, discours devant le Conseil national du Néo-Destour, 23 juin 1966.
17. - *La Presse*, 26 juillet 1957.
18. - Loi n° 57-2, du 27 juillet 1957 et liste annexe à la loi. Notons que les biens des gendres et des belles filles, avant mariage sont épargnés.
19. - Loi n°57-17.
20. - La liste des biens mal acquis mis sous séquestre a été publiée. Voir *La Presse* du 14 décembre 1957.
21. - Loi 57-59.
22. - Interview de Bourguiba au journal *L'Action*, 2 décembre 1957.
23. - Nous reproduisons les termes mêmes du questionnaire, au cours de l'interview de H. Bourguiba. *Ibid.*
24. - Loi 57-65, du 3 décembre 1957, portant modification de la 57-59.
25. - Interview de Bourguiba au journal *L'Action*, 2 décembre 1957.
26. - Voir les mémoires de Mohamed Salah Mzali, *Au fil de ma vie*, Editions Hassan Mzali Tunis, 1972, p. 372.
27. - *Ibid.*, pp. 351 - 353.
28. - Le procès du ministère Mzali eut lieu le 24, 25, 26, 27 février 1959. Voir la Presse du 25 au 28 février 1959.
29. - Thèse de Mohamed Salah Mzali, *op. cit.*, p; 359.
30. - Le 12 novembre 1959, Mohamed Salah Mzali a bénéficié d'une liberté conditionnelle, après les autres ministres. Il fut amnistié le 10 juin 1966, à la tête d'un premier groupe de douze personnes. Mais la loi d'amnistie (24 mai 1966) ne prévoit pas la restitution de ses biens. *Ibid.*, pp. 373 - 377.

RÉSUMÉS

La colonisation en Tunisie a entraîné un transfert de souveraineté. Il s'agissait de maintenir l'Etat Makhzen asservi et d'utiliser son personnel comme auxiliaire. A l'indépendance, ces élites traditionnelles perçues comme associées à la colonisation et coupées des mouvements de résistance, ont été exclues du nouveau pouvoir et marginalisées voire même ostracisées. Ce retour à un statut d'homme ordinaire fut difficile et pour certains une véritable « descente aux enfers ».

Colonization in Tunis's country has been involved in a sovereignty's assignment. It was necessary to maintain the Makhzen State reduced and to use its staff as assistant. At the independence, these traditional picket personnel discerned as colonization's associate membre, cut off with national opposition, have been evicted from the new power and considered as marginal and even banished. This way to an ordinary man's statute has been very difficult and for some people a terrible « descent to hell ».

INDEX

Mots-clés : exclusion, Tunisie, Makhzen, marginalisation, réinsertion

AUTEUR

KHALIFA CHATER

Université de Tunis